

des taux d'intérêt et compromettre les perspectives de croissance soutenue à l'échelle internationale. Les événements récents en Europe de l'Est et en Allemagne font donc ressortir la nécessité de consolider les politiques budgétaires dans plusieurs pays du Sommet, afin de favoriser l'épargne.

Les réformes économiques entreprises récemment en Europe centrale et en Europe de l'Est posent des problèmes particuliers, mais elles offrent aussi des perspectives pour l'économie mondiale, puisqu'elles lui ouvrent de nouveaux marchés. Elles sont également de bon augure pour ce qui est du redressement des grands déséquilibres extérieurs entre l'Allemagne et ses partenaires commerciaux d'Europe occidentale.

La combinaison de mesures macro-économiques adoptées par les principaux pays industrialisés présente un deuxième risque majeur. Comme la plupart de ces pays fonctionnent presque à la limite de leur capacité de production, un relâchement prématûr de la politique monétaire sans consolidation des politiques budgétaires risque de relancer l'inflation, ce qui nécessiterait l'instauration de politiques plus restrictives à l'avenir.

Dans les pays aux prises avec d'importants déficits budgétaires, le resserrement des finances publiques donnerait plus de latitude aux autorités monétaires, car il contrerait directement les pressions inflationnistes. Ce resserrement de la politique budgétaire, accompagné d'une réduction de la demande intérieure, permettrait non seulement de juguler l'inflation, mais aussi de réduire les déficits extérieurs. Par ailleurs, en réduisant les dépenses, les gouvernements contribueraient à diminuer la pression à la hausse exercée sur les taux d'intérêt réels, à réduire le fardeau du service de la dette des pays en développement et à financer la reconstruction en Europe de l'Est.